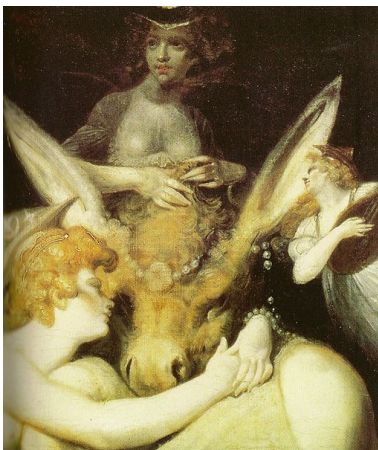


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1172-Essai-sur-quelques-dogmes-de-la-nouvelle-religion>



Essai sur quelques dogmes de la nouvelle religion (2/3)

- Documents par thèmes - Idéologies, mythes et fausses subversions -



Date de mise en ligne : mardi 7 mai 2024

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

[Voir la première partie](#)

(.../...)

L'Occident clérical ou la dialectique hégélienne

Mais pourquoi faut-il en passer par les violences du conflit pour en venir à l'union ? L'Europe conquérante des deux siècles passés s'imposait sans ce détour par l'abaissement de soi. C'est évidemment que la puissance lui fait désormais défaut. Depuis le milieu du XXe siècle, l'Occident recule politiquement, et, depuis le tournant des années 1980, il ne peut prétendre se sauver de l'indifférence que lui inflige chaque jour davantage la résurrection de l'Asie et de l'Islam qu'en s'humiliant pour garder le reste de l'humanité à ses côtés. L'empire occidental régresse comme Rome autrefois sous la poussée barbare. Comme à Rome, les ambitions universalistes de l'Occident dépassent désormais ses moyens militaires et politiques. La parole prend le pas sur l'action, parce que l'action est impuissante, et la religion en sort. Au Ve siècle, le triomphe éradicateur du christianisme en Orient (Égypte et Syrie) répond à l'effondrement de l'empire en Occident. Il masque l'épuisement politique et militaire de Rome. Ainsi, tout comme le recul de Rome dans sa partie occidentale est contemporain de la tyrannie nouvelle du christianisme dans sa partie orientale demeurée impériale, de même le recul du tiers-mondisme en Asie et en terre d'Islam après 1980 renforce son emprise sur les terres occidentales, Europe, Amériques et Afrique non musulmane. La religion, c'est l'empire en échec.

L'Occident clérical naît de son impuissance politique. L'invocation du bien universel masque l'angoisse d'une perte d'emprise sur le monde. Julien Benda, en 1927, constatait avec amertume la victoire, sans remède et sans retour possible, pensait-il, de l'action et de l'histoire, du fascisme et du communisme, sur ces valeurs intemporelles et sacrées que le clerc est réputé défendre, selon lui. Dans l'avant-propos de la réédition de son livre, rédigé en 1958, René Étiemble note au contraire avec espoir le renouveau des valeurs cléricales, à l'occasion de la guerre d'Algérie en particulier [1]. Et de fait : pour la première fois depuis longtemps, des citoyens en guerre ne se demandent pas « Que nous faut-il faire pour la gagner ? », mais « Que nous faut-il dire pour être justes ? » – au risque de perdre la guerre contre un ennemi qu'on méprise ou qu'on déteste pourtant, ici le FLN algérien. La justice spirituelle, par essence cléricale, l'emporte sur la considération de la victoire temporelle. Ou, si l'on préfère : l'Occident doit vaincre par les principes de sa religion universelle quand il ne peut plus vaincre par les armes. Périissent l'empire colonial et les positions acquises, pourvu que la parole de l'Occident continue de dominer l'indistinct fracas de la guerre [2]. Les clercs s'élèvent avec vigueur contre les forces déclinantes de l'Occident, pour le sauver, ou du moins pour sauver son héritage spirituel, ses langues, son histoire ou sa morale. La présence obsédante de cette contradiction tiers-mondiste, le thème récurrent de l'affrontement du maître et de l'esclave prisonniers d'une relation d'amour et de haine, évoquent irrésistiblement la dialectique hégélienne, d'où le marxisme est sorti. Et le parallèle est logique. Le problème de Hegel (1770-1831), dans les premières décennies du XIXe siècle, revient à expliquer comment les soubresauts d'une histoire chaotique dessinent les traits d'un plan providentiel [3]. La Révolution proclame la liberté, Napoléon l'étouffe tout en répandant les principes essentiels en Europe, l'État moderne (prussien) la ressuscite en la débarrassant de ses scories jacobines et terroristes. Le temps de la négation (Napoléon) est donc indispensable à l'avènement de la liberté [4]. L'hégélianisme est une théodicée de l'histoire. Ou plus exactement, il fait couler l'histoire et ses contradictions dans le bronze d'une pensée encore théologique. Si Hegel résonne profondément dans le monde d'aujourd'hui, c'est que nous vivons un temps symétrique de celui qu'il lui revint d'affronter : l'histoire est en train de s'abolir en religion.

Un dogme en gestation : l'antiracisme

On comprend mieux pourquoi les États-Unis, pourtant tenus en grande défiance par la plupart des régimes de l'ancien tiers-monde, adoptent de fait le tiers-mondisme ; et pourquoi ils tirent gloire de défaites qui renforcent la

position de leurs clercs. L'émancipation de la communauté afro-américaine y devient cause nationale avec et après la présidence de Lyndon Johnson (1963-1968) secouée par de violentes émeutes raciales, et le pasteur Martin Luther King y est érigé en saint martyr aux côtés de Lincoln ; l'opposition à la guerre du Vietnam reçoit rétrospectivement l'onction des milieux dirigeants, des universités et du cinéma ; la grave crise de la destitution du président Nixon est saluée comme un triomphe de la presse libre. L'Amérique voit étrangement dans ses troubles le signe de sa rédemption. Et en apparence, elle a raison. Quinze ans après la démission forcée de Richard Nixon (1974), le mur de Berlin s'effondre (1989), entraînant dans sa chute les « démocraties populaires », puis l'URSS elle-même (1989-1991). À vrai dire, la victoire américaine dans la guerre froide tient sans doute aux échecs, aux défaillances, aux divisions du camp communiste, davantage qu'à la rédemption américaine. Mais il est essentiel, dans le propos des clercs, de penser qu'on doit sa victoire aux mérites de sa position morale plutôt qu'aux fautes politiques de l'adversaire, et l'Occident se laissa convaincre du bien-fondé de la démarche qui lui fit adopter, après 1970, le catéchisme culpabilisant du tiers-mondisme et de la dialectique du maître et de l'esclave.

Cette hégémonie tiers-mondiste est aujourd'hui démesurément enflée par l'aggravation des revers économiques et politiques de l'Occident et la fin des Deux Cent Cinquante Glorieuses (1800-2050). La faiblesse de la progression de nos économies vieillissantes, la multiplication des crises, laissent entendre que l'Occident est en train de perdre l'avenir. Bien plus que l'Europe, les États-Unis en sont affectés. D'abord parce que leur hégémonie économique et politique est en jeu – elle est en fait virtuellement perdue, s'il est vrai que rien n'empêchera la Chine d'accéder au rang de première puissance mondiale dans une décennie. Mais, plus grave encore, l'Amérique est menacée de perdre la foi dans cette religion du progrès où s'incarne toute son histoire. Avec quelques autres républiques américaines – le Brésil, l'Argentine –, les États-Unis sont nés des Deux Cent Cinquante Glorieuses. Ils n'ont pas d'autre passé qu'ils puissent invoquer. Leur guerre d'indépendance est la première des « révolutions atlantiques » qui fondent la modernité politique, avant même la Révolution française. Contrairement à ce que croient les Français, et à ce qu'affirment volontiers les polémistes américains, il n'existe pas de parti « réactionnaire » de l'autre côté de l'Atlantique. Tous les partis, tous les courants de la société partagent la même croyance dans les capacités de l'homme à bâtir sur terre son jardin d'Éden – et en ce sens, toutes les sensibilités américaines partagent le messianisme actif des grandes révolutions de la modernité. Depuis deux décennies pourtant, depuis que se sont fait jour les premiers doutes sur la victoire américaine dans l'histoire du monde, puis l'évidence du recul de leur influence, la guerre des cultures fait rage aux États-Unis. Le premier parti de l'alternative entend ressusciter l'Amérique du XIXe siècle, la nation américaine, ou ce qu'il en imagine : des communautés solidaires et libres, largement isolées du monde dont elles ne se préoccupent pas, laborieuses, dévotes et généreuses, mais soucieuses de leur cohésion et défiantes envers les nouveaux venus dont l'afflux incessant menacerait la solidarité nationale. C'est l'Amérique de Donald Trump, et, avant lui, celle de Samuel Huntington, qui niait que les États-Unis puissent être l'Arche de Noé de tous les peuples de la terre. Le chemin de l'Éden américain, pour Huntington, a été tracé par une histoire très singulière, née en Angleterre avec la Grande Charte et la résistance victorieuse du Parlement aux rois, poursuivie en Amérique par les plus pieux et les plus libres des puritains. La marée hispanique, venue d'une autre histoire, met en danger la miraculeuse odyssée historique anglo-saxonne, à laquelle la modernité doit presque tout. Cette thèse en appelle à des limites nationales, à une forme de modestie. Les États-Unis sont un pays parmi d'autres, le meilleur sans aucun doute aux yeux de ceux qui défendent cette vision. Mais si éclatante que soit la supériorité américaine, les autres méritent d'exister, de défendre leurs coutumes. Parce qu'elle a tracé une voie très singulière, unique dans le patrimoine des expériences humaines, l'Amérique est inimitable, et ne doit donc pas exiger des autres qu'ils limitent. Un salutaire éloignement du monde protégea les premiers âges de la nation. À l'heure où l'hégémonie américaine est contestée, il convient de le rétablir.

La droite américaine a peu apprécié la guerre d'Irak et le projet que la présidence de George Bush, personnellement inattaquable à ses yeux, conçut après le 11 Septembre d'apporter la démocratie au monde. Samuel Huntington et Donald Trump comptèrent tous deux parmi les sceptiques de la « guerre de libération du Moyen-Orient » engagée en 2003. Leur point de vue a aujourd'hui gagné l'écrasante majorité des conservateurs américains. Il a en outre l'avantage du réalisme. La géographie et l'histoire ont fait du continent américain une île au grand large de l'Ancien Monde. Cette insularité donne aux États-Unis l'opportunité de laisser s'ordonner les camps et les conflits de l'autre côté des océans protecteurs, et de jouer de leur puissance, comme ils l'ont fait en 1917 et en 1941, comme le fit la

Grande-Bretagne tout au long du XIXe siècle en Europe, en pesant au dernier moment sur une balance de forces constituée avant eux et sans eux. Une intervention tardive en faveur d'un des camps qui s'affrontent, et qui s'équilibrent à peu près, est infiniment moins coûteuse et plus fructueuse que ne le serait un conflit dont l'une des coalitions se rassemblerait d'emblée autour des États-Unis, comme l'OTAN aujourd'hui.

Ainsi la Chine, comme on l'a dit, sera-t-elle sous peu la première puissance du monde. Mais son expansion même lui crée une foule d'adversaires en Asie, parmi lesquels le Japon, le Vietnam et surtout l'Inde. Ces deux puissances montantes et bientôt dominantes, Inde et Chine, vont construire dans les décennies qui viennent de formidables systèmes d'alliances, en Asie, mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, voire en Europe. Les États-Unis auront le probable privilège de choisir leur camp le moment venu, et de regagner ainsi par la diplomatie une partie de l'hégémonie économique et politique qu'ils auront perdue.

Tout semble donc favoriser cette nouvelle vision de l'Amérique. Tout, sauf précisément qu'elle est neuve, et qu'elle réduit une histoire sacrée à un récit prosaïque et calculeur, national, comme il y en eut, comme il y en a, tant dans le monde. C'est ce qui est insupportable pour l'autre camp, fidèle à l'héritage des années 1960 et 1970 – opposition à la guerre, universalisme et antiracisme. On reconnaît sans peine dans ces thèmes les valeurs cardinales des empires depuis Rome et la Chine des Han : la paix et l'universalité, qu'illustra longtemps l'histoire des États-Unis telle qu'ils l'ont contée, asile des réfugiés de tous les conflits, nation d'immigrants de toutes origines, indifférente à l'emphase guerrière qui ravageait la vieille Europe. Dans le discours de la gauche américaine des dernières années cependant, si l'immigration reste présente, elle l'est moins que l'antiracisme. Et l'antiracisme lui-même, qui impliquait encore en 1970 ou en 1980 le combat contre l'antisémitisme, s'attache de plus en plus au seul problème noir [5].

Ces inflexions sont cependant paradoxales. Car au fil des décennies, comme depuis la fin du XIXe siècle, l'immigration creuse le lit de son « intégration » dans la société américaine, tandis que la : question noire demeure aujourd'hui aussi cruciale et insoluble qu'il y a cinquante ans, malgré les efforts financiers et symboliques considérables que le pays a consentis pour la réduire. Pourquoi insister sur l'échec et négliger la réussite de tant d'immigrants hispaniques, iraniens ou asiatiques dans les États-Unis des cinquante dernières années ? C'est précisément parce que la plaie reste béante qu'il faut en parler et la soigner, dira-t-on. Mais comment concevoir qu'un pays vieillissant réussisse à entraîner dans une dynamique ascendante une communauté noire elle aussi plus âgée et plus sceptique, là où l'Amérique bouillonnante des années 1960-1980 a échoué ?

On peut en fait proposer deux explications à la prépondérance de l'antiracisme dans le discours américain dominant, et plus encore dans celui de la gauche – et toutes les deux sont religieuses. La première, c'est que les années 1963-1974 ont trouvé dans les troubles de l'affaiblissement apparent des États-Unis – émeutes raciales, assassinats, défaite au Vietnam et destitution d'un président – l'énergie idéologique refondatrice qui a donné au pays, moins de deux décennies plus tard, la victoire dans la guerre froide. Le désordre est créateur et réparateur. Parce que l'idée s'en est imposée jusque dans la conscience des élites dirigeantes, nombre de conservateurs américains, juges, diplomates, espions ou généraux, inquiets de la montée des puissances rivales et déçus par l'isolationnisme de Donald Trump, ont mêlé leurs voix à celle d'une gauche qui ne les séduit pas d'ordinaire, mais qui reste fidèle aux valeurs victorieuses de la génération précédente. Ces conservateurs s'allient à la gauche parce que la gauche est conservatrice du récit sacré établi.

Il y a dans ce ralliement unanime quelque chose d'une opération magique. Les images, les mots des années 1960 sont convoqués pour produire le redressement et la victoire, un peu comme ces couples déchirés par l'usure du temps se donnent rendez-vous au jour anniversaire et à l'heure de leur première rencontre pour ranimer leur amour défaillant. En vain le plus souvent. Et il y a peu d'apparence que la supplique de l'Amérique aux destins impassibles puisse avoir meilleur sort. Car, comme on l'a dit, ce ne sont pas les troubles intérieurs qui ont rendu son lustre à l'Amérique, mais les maux incurables de son ennemi communiste. Or, rien ne laisse entendre aujourd'hui que la puissance chinoise ou le combat islamiste souffrent des mêmes secrètes maladies internes qui ont terrassé l'Union soviétique et le communisme [6].

La deuxième raison est plus paradoxale encore, mais elle rejoint pleinement notre démonstration. L'antiracisme est le meilleur des combats parce qu'on ne peut pas le gagner en ce monde, et qu'il en devient donc religieux. L'Amérique qui le met en avant sait que la question noire n'a pas de solution, et n'en cherche plus. De plus en plus souvent, l'antiracisme, qu'on liait il y a cinquante ans à la lutte contre la guerre du Vietnam, c'est-à-dire contre une décision politique qu'une autre décision politique pouvait renverser, est associé à l'antisexisme, parti de l'affirmation des droits des homosexuels, mais qui s'en prend aujourd'hui au mur réputé infranchissable de la division des sexes. D'évidence, cette dernière pétition de principe n'exige pas de traduction politique pratique. Nul ne peut imaginer transformer le pays entier en nation transsexuelle. Comme la promesse des révolutions de la modernité, l'abolition des sexes affronte certaines des constantes irrémédiables de la condition humaine. Mais elle a d'autant moins de chances de les surmonter qu'elle est privée de l'élan des mutations économiques et sociales qui ont bouleversé la vie matérielle de l'humanité aux XIXe et XXe siècles et nourri l'illusion que tout était possible. L'intérêt de la proposition tient aujourd'hui à son utopie au sens propre, à ce que le lieu de son accomplissement n'appartient pas à ce monde, à ce qu'elle est religieuse, au sens où l'entendent nos religions monothéistes. Les transsexuels, comme les moines et les anachorètes du premier christianisme, sont les sentinelles avancées du Paradis qu'on attend, les vigies d'une tour d'ivoire libérée des bassesses du monde. Sans doute les militants de l'antisexisme l'ignorent-ils, mais l'abolition de la distinction des sexes est un des thèmes les plus saillants des hérésies millénaristes du christianisme médiéval. Avant la faute, Adam et Ève n'avaient pas de sexe dont ils eussent honte. Comme la nudité, le péché du sexe leur est apparu après qu'ils ont goûté du fruit de la connaissance. Abolir le sexe, c'est abolir la faute et rentrer en innocence. Mais seul le Paradis peut abriter ce retour.

De la même façon, la visibilité de la race – la couleur noire, ou blanche, de la peau – est supposée interdire toute réconciliation en ce monde. Il y a longtemps déjà que le « discours noir » – souvent tenu par des « Blancs » – frappe d'anathème les Noirs « réconciliés », qui acceptent la politique d'intégration. L'avantage dogmatique de l'antiracisme, c'est que la couleur noire de la peau est une différence superficielle, mais visible, qu'aucune réforme sociale ou politique en ce monde ne peut effacer. Le fossé entre Blancs et Noirs ne peut pas se combler, par définition, et c'est cette assurance qui assoit la permanence, l'éternité religieuse de l'antiracisme. L'Amérique entière est supposée soutenir l'affirmative action qui vise à l'avancée de la cause noire. Mais la réussite de cette politique serait vécue comme un désastre par ceux-là mêmes qui la soutiennent et s'opposent avec le plus de virulence à son abolition. Par chance ou par malchance, cette politique a échoué, et nul n'en attend plus sérieusement le succès. La « question noire » n'a désormais pas plus de traduction politique et démocratique que la question de la transsexualité. Elle est remise comme elle au monde des sermons et des fulminations, des églises et des universités, des clercs et des anges.

Un dogme en gestation : l'écologie

L'écologie manifeste par excellence ce complexe d'affirmation de valeurs impériales et de dénégation de l'empire où prend sa source la nouvelle religion. Comme l'empire, l'écologie est universelle et pacifiste. Les problèmes – très réels – qu'elle soulève sont par essence ceux de l'humanité entière. Aucune frontière nationale ne peut prétendre restreindre ou contenir l'augmentation du gaz carbonique ou du méthane dans l'atmosphère, la montée du niveau des mers ou l'épuisement des ressources en énergie, en matières premières, en terres arables. Le combat de l'écologie est global et il n'a pas d'autre ennemi déclaré, comme celui des platoniciens ou des stoïciens, que l'ignorance et l'obstination – ce rapprochement qui vient spontanément à l'esprit révèle l'homologie idéologique qu'engendre, à deux mille ans de distance, une même situation impériale dans les débuts de son déclin. L'écologie n'oppose pas les peuples les uns aux autres, tant leurs intérêts communs lui semblent dépasser de beaucoup les particularismes minuscules où les nations ont prétendu trouver leur raison d'être. L'écologie n'aime pas l'histoire, qui a tant servi à l'édification des grands totalitarismes du siècle passé, fascisme ou communisme, et plus encore à l'enracinement des mythologies nationales, qu'elle combat dans l'hydre populiste sans cesse renaissante.

Car si l'écologie rassemble les peuples, elle se méfie du populaire. Son influence est plus sensible dans les universités que dans les stades de football, parmi les conseillers des ministères qu'au comptoir des pubs et des

bistrots. Ses succès électoraux l'imposent dans les centres urbains bourgeois, tandis que les banlieues et les bourgs lui résistent. Les immigrés sont les seuls pauvres qu'elle reconnaisse, tout comme les chrétiens, dans les villes du Bas-Empire, ralliaient à leur cause les « étrangers » exclus des solidarités moribondes des cités antiques. L'écologie s'appuie sur l'universalisme d'un monde impérial, comme le christianisme a tiré parti de la sape des citoyennetés locales par l'Empire romain [7]. Bien que son capital de votes soit le plus souvent inférieur à celui des populistes, en Europe comme aux Amériques ou en Inde, elle pèse bien plus que ses adversaires, pour deux raisons au moins, où l'on reconnaîtra les caractères de l'empire et de la religion qui en maintient après lui les valeurs : l'universalisme déclaré, qui autorise l'émergence d'un parti écologique européen aujourd'hui, mondial demain ; et la maîtrise du discours autorisé, cautionné par l'université et les cercles de réflexion, repris par les médias. À l'inverse, les populismes peinent à s'unir malgré l'évidence de leurs intérêts communs face au discours dominant, parce qu'ils portent en eux des querelles nationales dont ils reprennent l'héritage. Les écologistes manient volontiers la diversité des langues, auxquelles ils prêtent sans doute moins de vertus sacrées que les courants attachés à la nation. Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly, responsables polyglottes, ont figuré en France parmi les preuves de leur ouverture au monde. Les élus écologistes européens s'expriment sans réticence dans un anglais délavé, mais largement compris, tandis que les élus populistes – ceux du sud du continent en particulier – parlent dans leur langue et recourent à la traduction.

La pratique de l'anglais n'est cependant pas l'essentiel. Donald Trump, Boris Johnson et Narendra Modi l'ont en partage – même si le Premier ministre indien choisit de s'exprimer en hindi bien plus souvent que ses prédécesseurs. Tous trois ont bien conscience que le *New York Times* ne les aime pas, et ils blâment tous trois les mêmes élites détachées des réalités populaires. Ils peuvent en outre éprouver les uns pour les autres une forme de sympathie. Mais le mandat et la sensibilité de leurs électeurs leur interdisent d'aller au-delà, et de sacrifier les différences nationales, qui leur ont ouvert la voie du succès, sur l'autel d'une commune idéologie. Non seulement cette idéologie n'existe pas – pour l'heure, les populismes n'ont pas réussi à s'emparer des centres du discours –, mais elle ne peut exister. L'histoire de l'Inde telle que la conte le nationalisme hindou entre nécessairement en conflit avec l'héritage britannique, même si cette querelle est aujourd'hui moins urgente et moins violente qu'elle ne l'est avec l'Islam ; et l'histoire des États-Unis, même sous la plume de Samuel Huntington, ne se résume pas à leurs origines anglaises.

Apocalypse

Plus clairement que tout autre dogme de la religion émergente, l'écologie prophétise l'apocalypse, au terme fixé par les oracles scientifiques. Trente, quarante, cinquante ans, selon les estimations et les humeurs, marquent l'intervalle qui nous sépare de l'Heure. Le ciel ne s'ouvrira sans doute pas, comme le veut le texte de saint Jean ; mais les canicules et les ouragans frapperont, les eaux monteront et l'humanité menace de compter, selon les plus pessimistes, parmi les innombrables espèces éteintes. Si même elle survit, elle végétera dans un monde appauvri par sa faute. Il reste peu de temps pour agir, et peut-être n'en reste-t-il plus. Car la religion n'émerge qu'avec l'intense conviction de l'impuissance et de l'abolition de l'agir. Les Lumières et plus encore la science triomphante du XIXe siècle et de la première moitié du XXe répudiaient l'apocalypse parce qu'elles récusait la morale chrétienne de la culpabilité. Après le tremblement de terre de Lisbonne en 1755, les esprits éclairés ne s'inclinent pas devant la toute-puissance du Créateur, comme l'auraient fait leurs aïeux quelques générations plus tôt. Malgré l'extravagante étendue du désastre et la ruine du pays, le marquis de Pombal fait au plus tôt rebâtir la ville selon les principes de la raison, de l'hygiène et de la beauté, qu'il convoque pour conjurer l'aveugle absurdité du destin. Si l'homme veut et peut agir, l'apocalypse n'a pas de place. Elle ne frappe qu'un monde qui s'abandonne à sa perte.

Mais précisément, les possibilités d'une action écologique sont limitées. Face aux résistances qu'ils éprouvent, les écologistes dénoncent la puissance des lobbys industriels, les égoïsmes particuliers et la volonté de puissance des États, les défaillances de l'éducation, les esprits abêtis par des générations de productivisme, Rien de tout cela ne suffirait à briser l'élan purificateur des jeunes élites qui portent le propos de la défense de la planète s'il ne se heurtait à un obstacle bien plus puissant : l'achèvement de la révolution industrielle dans cette partie du monde où elle n'a

pas encore triomphé, ni livré les bienfaits de la modernité – la vie urbaine, l'électricité, l'eau courante, l'automobile... Contrairement à ce que l'écologisme aimerait croire, et à ce que les médias rapportent, les gouvernements des États-Unis et de la Chine ne sont pas les derniers irréductibles dont la chute, ou la miraculeuse conversion, annonceront le triomphe de la nouvelle foi. Par définition, les deux principales puissances économiques du monde ont largement achevé leur révolution industrielle. La part toujours croissante des activités de service, le vieillissement, puis le déclin de leur population, la limitation spontanée de leur consommation d'énergie et de matières premières, en font des alliés naturels de la démarche écologiste.

En revanche, l'Inde et l'Afrique – aujourd'hui emportée dans un progrès économique rapide, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Ghana... – n'abandonneront pas les promesses de la prospérité et de la puissance pour satisfaire aux caprices d'un monde vieillissant. C'est de ces nouveaux horizons méridionaux, de ces peuples entre tous déshérités, qu'il faut attendre l'accroissement de l'activité humaine dans les décennies prochaines. Si l'apocalypse doit venir, il aura le visage de l'espérance pour une part de l'humanité.

Cette étrange configuration de forces, qui laisse le mauvais rôle au progrès, et le meilleur à l'interdit, est une parfaite métaphore du retournement de notre « régime d'historicité ». C'est de l'extraordinaire aventure humaine des Deux Cent Cinquante Glorieuses, de la machine à vapeur et de l'électricité, de la maîtrise du ciel et de l'espace, des voies ferrées et des autoroutes, des vaccinations et des antibiotiques surtout, que nous viennent nos tourments d'aujourd'hui. Et c'est dans le renoncement que nous espérons y trouver remède.

Mais l'écologie est ainsi prise au piège. Dans les cinquante années qui viennent, soit l'irréparable sera survenu, et nous n'aurons eu ni la puissance politique ni l'autorité morale pour en prévenir l'accomplissement ; soit l'humanité aura surmonté l'épreuve sans trop de dommages – en partie grâce à d'utiles mesures pratiques et limitées que les gouvernements des puissances mûres, dont la Chine et les États-Unis, auront prises sous la pression des écologistes les plus responsables et des opinions publiques. L'étude démographique parue dans *The Lancet* à l'été 2020 va dans ce sens. Si la population mondiale commence à décliner bien avant la fin du XXI^e siècle, et si son vieillissement s'accroît dans les décennies qui précèdent cette inflexion, comme le prévoient les auteurs, le pic de l'activité anthropique se situera vers 2050, ou peu après [8]. Le temps est proche, et la fenêtre de l'apocalypse est étroite.

On aurait tort de croire que le discours écologique en serait dépouillé de sa force religieuse. Tous les monothéismes ont prophétisé la fin de ce monde, de cette création, de ce cycle cosmique, avec la conscience angoissée de son imminence. Muhammad n'avait en vue que le jour du Jugement, dont la première sourate du *Coran* fait le suprême privilège de Dieu. Comme saint Paul, il promettait aux plus jeunes de ses Compagnons qu'ils verraient de leur vivant ce monde s'achever. Toutes ces vaticinations ont été déçues. Le monde a survécu, les religions aussi, en reportant à plus tard, et à l'insondable décret de Dieu, l'incendie final.

Mais, dira-t-on, à la différence des religions du passé, l'écologie a choisi la science pour arbitre. Dès lors que l'activité humaine aura commencé de décroître avec la population, le risque apocalyptique est définitivement exclu. Comme toute pensée fondée en science, l'écologie fait le pari honorable d'une hypothèse « falsifiable », qui accorde à la réalité, dont elle accepte par avance le verdict, le pouvoir de la démentir [9].

(.../...)

[Troisième partie disponible ici](#)

[1] Julien Benda, *La Trahison des clercs* (1927), Paris, Grasset, 1958, avant-propos de René Étiemble p. XIX : « Or contrairement aux craintes jadis formulées [...] des hommes aujourd'hui surgissent de diverses tendances pour défendre les principes qu'Éleuthère Benda voyait sans avenir [...]. Comment ne pas admirer que certains soldats, ces temps-ci, et plusieurs gens d'Église aient retrouvé le ton du clerc : Jean-Jacques Servan-Schreiber et les prêtres de Souk-Ahras, l'archevêque d'Alger, et le général de la Bollardière ? » Nous reviendrons en conclusion sur *La Trahison des clercs*.

[2] Camus, dans une mesure limitée par sa relation charnelle avec l'Algérie, mais surtout Sartre après la bataille d'Alger (1956-1957), figurent par excellence les nouveaux clercs. La mort de Sartre en 1980 coïncide avec la résurgence de la Chine et de l'Islam, qui inflige un rude revers au cléricalisme tiers-mondiste de l'Occident.

[3] C'est l'objet de son œuvre principale sans doute, la *Phénoménologie de l'esprit*, dont la première version est publiée en 1807.

[4] D'où son expression paradoxale, comme si souvent chez Hegel : « Le néant, en tant que ce néant immédiat, est [...] la même chose que l'être. »

[5] C'est sous l'influence des États-Unis en particulier, et avec la défaite idéologique de plus en plus marquée du communisme dans les années 1970 et 1980, que l'extermination des Juifs – ou la Shoah, pour le dire dans les termes nouveaux qui s'imposent alors – devient l'événement le plus important de l'histoire du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'histoire de la France de Vichy, le livre de l'Américain Robert Paxton, paru en 1972 aux États-Unis (en 1973 en France), marque le tournant de cette nouvelle orientation, qui met l'accent sur la virulence de l'antisémitisme pétainiste.

[6] Encore qu'il soit possible d'en appeler de ce jugement apparemment défavorable de l'histoire, comme vient de le faire l'étude démographique de l'*Institute for Health Metrics and Evaluation*, que nous avons déjà mentionnée. Les auteurs reconnaissent que la Chine deviendra sous peu – vers 2035 – la première puissance économique du monde. Mais son vieillissement, qu'ils supposent plus prononcé que ne le prévoit la Division de la population des Nations unies, pourrait permettre à l'Amérique du Nord de reprendre la première place à la fin du XXI^e siècle.

[7] Peter Brown, *Pouvoir et persuasion*, *op. cit.*, p. 204-206, 210 ; *Genèse de l'Antiquité tardive*, *op. cit.*, p. 151-153.

[8] Selon les calculs – peut-être excessivement radicaux – des auteurs de l'étude, la baisse de la population mondiale devrait commencer vers 2065, soit quarante ans avant ce que prévoyait la révision 2019 des perspectives démographiques des Nations unies, on s'en souvient.

[9] Si juste qu'ait pu sembler le rapprochement entre les structures mentales du communisme et celles des religions monothéistes, ce privilège accordé au jugement de la réalité les distingue. Le communisme soviétique se promettait le succès dans le temps court de l'histoire. Soljenitsyne rappelle que Khrouchtchev, alors Premier secrétaire du Parti, avait donné en 1957 trente ans à son pays pour dépasser les États-Unis. L'échec évident de cette promesse, dès la fin des années 1970, fut décisif dans la crise qui acheva l'Union soviétique en 1989-1991, au moment même où ce délai de trente ans prenait fin. L'échec de l'État islamique en Irak et en Syrie n'implique aucun effondrement comparable du corps de doctrine de l'islamisme. Les religions ne sont pas « falsifiables ».